

**L'hon. M. Drury:** Je le répète, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures aura des échanges de vues à ce sujet, et je pense qu'il serait préférable d'attendre son retour plutôt que d'entrer dans les détails maintenant.

#### QUESTION POSÉE AU CABINET

**M. Thomas M. Bell (Saint-Jean-Lancaster):** Le premier ministre suppléant donnera-t-il toutes les assurances qu'il n'y aura pas de pitié pour une municipalité qui, dans ses rapports avec Ottawa, aura recours à la ruse, aux mauvais tours ou à toute autre méthode plus ou moins honnête, comme le député de York-Ouest l'a recommandé samedi?

**Des voix:** Oh, oh!

**M. l'Orateur:** La forme de la question du député me laisse bien perplexe; je demande à y réfléchir. S'il y a urgence, il me semble que c'est le genre de question que les députés aiment à débattre à 10 heures.

**M. Bell:** J'aimerais reformuler ma question, si je puis. Comme il n'y a plus d'immunité parlementaire, le solliciteur général envisagera-t-il de mettre le député de York-Ouest sous les verrous pour la déclaration qu'il a faite samedi?

#### L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

CORNWALL—LE RAPPORT DE L'ÉQUIPE SPÉCIALE—L'ACTIVITÉ DU MINISTÈRE

**M. T. C. Douglas (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles):** Puis-je poser une question au ministre de l'Expansion économique régionale au sujet de la situation à Cornwall, en Ontario, où l'on évalue à environ 3,300 le nombre des chômeurs, soit environ 18 p. 100 de la population active? J'ai posé une question à ce sujet au ministre voilà plusieurs semaines et il m'a répondu qu'une équipe spéciale étudiait la situation dans cette région. Je voudrais lui demander s'il a reçu depuis un rapport à ce sujet et quelles mesures prend son ministère pour remédier à cet état de choses.

[Français]

**L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale):** Monsieur l'Orateur, je crois que le groupe d'étude est retourné, la semaine dernière. Je n'ai pas reçu de rapport à ce sujet récemment. Je peux me renseigner et annoncer le résultat de l'enquête demain ou après-demain à la Chambre.

[L'hon. M. MacLean.]

[Traduction]

**L'hon. George Hees (Prince Edward-Has-tings):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Tout à l'heure, lorsque le ministre a répondu aux questions sur le chômage à Cornwall, il s'en est tiré en nous disant que le chômage atteignait des niveaux plus élevés dans bien d'autres villes du Canada. Dira-t-il à la Chambre de quelles villes il s'agit?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, je vous prie.

#### LES POSTES

LE PROJET DE LIVRE BLANC SUR LA TRANSFORMATION EN SOCIÉTÉ DE LA COURONNE

**M. Heath Macquarrie (Hillsborough):** Je voudrais poser une question au ministre des Postes, ce réveilleur de géant endormi, au sujet de la proposition du Livre blanc sur la transformation du ministère des Postes en société de la Couronne. Ce document aurait fait, comme l'a révélé le ministre, l'objet de discussions avec les syndicats postaux, mais d'après l'honorable représentant, le cabinet n'en serait même pas encore au courant. Puis-je demander au ministre quand il compte communiquer ce document à ses collègues du cabinet et permettre aux députés de l'examiner?

**L'hon. Eric W. Kierans (ministre des Postes et des Communications):** Dès que le document sera prêt, monsieur l'Orateur.

#### AFFAIRES EXTÉRIEURES

L'ATTAQUE CONTRE UN AUTOBUS SCOLAIRE ISRAËLIEN

**M. R. Gordon L. Fairweather (Fundy-Royal):** Ma question s'adresse au secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures; j'en ai donné préavis à son bureau. Vendredi dernier un autobus scolaire israélien a été l'objet d'une attaque en provenance du territoire libanais qui a entraîné la mort de 11 personnes, la plupart des enfants. Le Canada a-t-il pris des mesures, par voie diplomatique, pour condamner cette attaque?

**L'hon. C. M. Drury (secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures):** Je suis sûr que tous les députés partagent le sentiment d'indignation et de répugnance que cet incident a produit. Je ne connais pas encore les mesures officielles efficaces que nous pourrions prendre pour protester, mais il faudra de toute évidence manifester notre mécontentement.